



SOMMET MONDIAL DES OCEANS

ONE OCEAN SUMMIT

BREST du 9 au 11 février 2022

DOSSIER DE TRAVAIL CGT BRETAGNE

Organisés en amont du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du 11 février 2022 à Brest sur le thème des Océans, [plusieurs ateliers](#) devraient permettre une expression de la société civile organisée et des scientifiques sur des thèmes très divers.

Toutes les thématiques abordées dans le pré-sommet des 9 et 10 février 2022 :

gouvernance des océans, connaissances scientifiques, pêche, transport maritime, navire du futur, ports et transition écologique, éducation à la mer, les femmes et l'océan, patrimoine culturel et maritime, économie bleue, énergies et biotechnologies marines, nutrition-santé, protection et développement durable, exploitation des grands fonds marins, mobilisation de la finance internationale...

concernent les dizaines de milliers de salarié.e.s de notre [région Bretagne](#) et du [pôle de Brest](#) qui travaillent dans les multiples secteurs d'activités liées à la mer et au littoral.

C'est pourquoi la CGT souhaite, que dans les 10 ateliers programmés, les questions sociales et environnementales soient véritablement prises en compte comme piliers d'un développement humain durable dans le secteur maritime et littoral pour une autre économie.

Les propositions issues des [Assises Sociales et Environnementales](#) pour la mer et le littoral organisées par la CGT à Brest Océanopolis en

novembre 2018 restent d'actualité notamment dans les secteurs de la réparation et de la construction navale, [de la santé au travail et de l'amiante](#).

Le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'acidification des océans, les risques de submersion marine, les pollutions diverses en mer concernent l'ensemble des salariés et des citoyens.

Comment faire pour concilier enjeux sociaux, environnementaux et économiques ? Quel modèle de développement soutenable pour la planète ?

Comment transformer nos outils de productions, rétablir la maîtrise et l'orientation des filières stratégiques, relocaliser l'industrie, développer de nouveaux modes de transport maritime « décarbonés », un cabotage côtier, national et européen ?

Comment assurer la transition écologique et énergétique des ports ? Comment développer le fret ferroviaire public, la multi-modalité et la complémentarité des transports ?

Comment maintenir et développer la construction et la réparation navale ? **Comment harmoniser les législations au niveau européen et mondial sur l'amiante et le Repérage Amiante avant Travaux (RAT)**

Comment mettre fin au dumping social et aux pavillons de complaisance ?

Comment gagner des transformations profondes de notre société pour avancer vers un développement respectueux de l'être humain et de la planète, sur des bases économes en ressources et en énergie ?

Autant de questions que la CGT partage avec de nombreux acteurs socio-économiques et environnementaux notamment dans les instances liées à la mer et au littoral où elle peut intervenir : [CNML \(Conseil national de la Mer et des littoraux\)](#), [CMF \(Conseil maritime de façade\)](#), [CESER \(Conseil économique Social et Environnemental Régional\)](#), [CRML \(Conférence Régionale Mer et Littoral\)](#), [Assises citoyennes de la mer](#), [Conseils de développement...](#)

Les réponses ne peuvent pas être uniquement économiques même accompagnées d'un « greenwashing » « verdissement » qui ne répond pas plus aux enjeux que l'emploi de la sémantique « bleue » s'agissant de la dimension maritime.



Ces réponses impliquent la participation de tous les acteurs du monde maritime dont les centaines de milliers de salariés sans qui l'économie ne tient pas.

La crise sanitaire qui se poursuit, s'ajoute et amplifie les crises sociales, économiques et environnementales.

Elle a montré les faiblesses des modes de production et d'échanges internationaux capitalistes notamment au niveau des transports de marchandises par « containers ».

Tout ceci doit questionner fortement tous les acteurs du maritime.

Il est encore temps d'agir à tous les niveaux, de rompre avec les politiques économiques actuelles et de mettre en œuvre des politiques maritimes qui répondent aux besoins sociaux, aux urgences climatiques, à la gestion et à la protection de la biodiversité marine par un renforcement des moyens, limitent les rejets polluants, développent les circuits courts et des transports multimodaux et dé-carbonés adaptés.

Pour la CGT, dans les activités mer littoral comme dans les autres secteurs, **il est indispensable de lier urgence climatique et urgence sociale** avec la création de milliers d'emplois pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux, permettre une recherche/innovation de haut niveau, une formation professionnelle et maritime renforcée, la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, mettre fin aux pavillons de complaisance et au dumping social et environnemental, ..

Il y a urgence à opérer une rupture avec le modèle économique basé sur une logique d'austérité et de rentabilité financière pour en construire un autre, **basé sur le respect de la nature et de l'humain, un monde de justice sociale et solidaire.**

Pour la CGT cela passe par un droit d'intervention des travailleurs à tous les niveaux de décisions.

Notre boussole c'est l'utilité sociale, l'emploi et la défense des droits et conditions de travail des salariés liés à la mer et au Littoral.

La définition du développement humain durable que propose la CGT trouve tout son sens si l'on veut préserver la notion de libre accès à la mer, bien commun vital.

Il est à noter que dans sa vision pour 2030, [le Document Stratégique de la Façade Nord Atlantique Manche Ouest \(DSF NAMO\)](#) a inscrit **le bien être et l'emploi** comme objectifs premiers de la transition écologique.

[Avis Comités régionaux Bretagne Pays de la Loire](#)

La CGT a des propositions pour tous les secteurs professionnels concernés, elle les a définies par sa [contribution à la stratégie nationale de la mer et des littoraux](#) et consolidées lors de ses [Assises Sociales et Environnementales de la mer et du littoral](#) à Brest en novembre 2018.



Le Comité Régional CGT-Bretagne s'est saisi de la tenue du sommet mondial des Océans pour créer les conditions d'une expression construite collectivement.

C'est dans cette logique que l'Union départementale CGT du Finistère a associé ses syndicats à la construction d'un document de synthèse et contribué à la tenue d'une conférence de presse.

Cette plateforme revendicative continuera à se construire après le sommet au sein [du Collectif CGT mer Bretagne](#).

Quelques chiffres tout d'abord sur l'emploi à par
[maritime en Bretagne](#) avec une déclinaison Finistère

Le pays de Brest : 1er bassin d'emploi maritime de Bretagne

42 600 emplois maritimes dans le Finistère

En fin d'année 2019, 42 600 emplois maritimes ont été recensés dans le Finistère, soit 20 % des emplois maritimes de France métropolitaine¹ hors tourisme littoral. La Bretagne est communément identifiée comme la deuxième région maritime française en termes d'emplois derrière la région PACA. Au niveau régional, le Finistère représente 60 % des emplois maritimes bretons. Sur les 21 pays bretons, le pays de Brest est le premier bassin économique maritime avec 28 300 emplois. Le pays de Cornouaille occupe la troisième place avec 9 000 emplois et le pays de Morlaix la cinquième position avec 4 600 emplois.

42 % des emplois maritimes finistériens se situent dans le secteur public. La présence de la Marine nationale explique cette répartition. Le tissu industriel maritime représente 30 % de ces emplois dont plus de la moitié se situe dans des entreprises inférieures à 250 salarié·e·s, c'est-à-dire des PME (petites et moyennes entreprises). Ces entreprises, hors secteur industriel, rassemblent 18 % de l'emploi maritime. Elles regroupent les activités de commerce de gros en lien avec les produits de la mer, les services de transport maritime, ou encore de conseil et d'ingénierie.

Les cinq premiers employeurs maritimes du Finistère en 2019 :

- Ministère des Armées : 17 300 emplois, 1^{er} employeur maritime de Bretagne
- Naval Group : 2 800 emplois à Brest
- Thales : 1 500 emplois à Brest
- Ifremer : 970 emplois à Plouzané
- Conserverie Chancerelle : 755 emplois à Douarnenez



42 600 emplois maritimes dans le Finistère

20 % des emplois maritimes de France



28 350 emplois dans le pays de Brest



17 % de l'emploi total dans le pays de Brest

-1,3 % entre 2016 et 2019



6 260 emplois au port de Brest en 2019



MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2,2 Mds d'euros

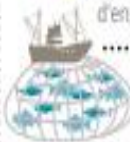
de retombées économiques dans la base navale Brest-Lorient

1^{er} employeur

maritime régional



1 770 personnes travaillent dans le domaine de la recherche dans le Finistère et l'Université Bretagne Sud dont près de la moitié avec le statut d'enseignant-chercheur



159 250 tonnes de produits haléutiques débarqués

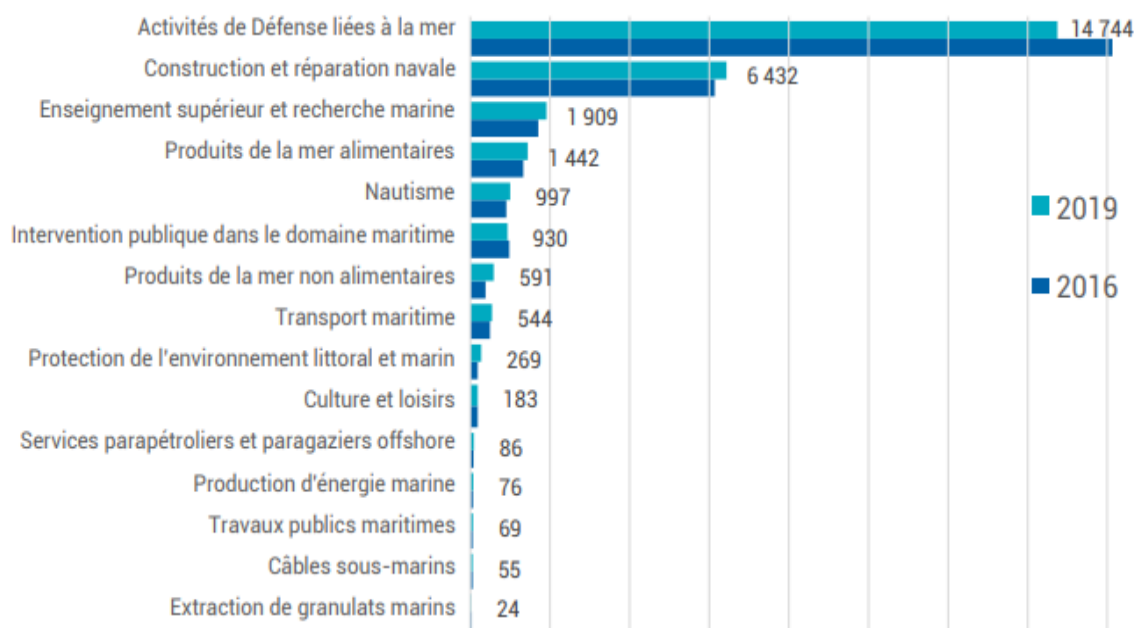
dans les ports du pays de Brest en 2020

1 000 publications en moyenne par an



1 850 étudiant·e·s dans les cursus mer et littoral

Répartition des emplois maritimes par secteur d'activité et évolution entre 2016 et 2019



Source : réseau des Agences de développement et d'urbanisme de Bretagne & réseau des CCI de Bretagne, traitement ADEUPa
 * Hors Shom et Ensta, classés en intervention publiques pour le 1^{er} et en recherche et enseignement supérieur marine pour le 2nd
 Mise en garde : Les éléments transmis par la défense permettent d'estimer une évolution entre 2014 et 2019. Toutefois, comme l'information pour la majeure partie des établissements est renseignée au 31.12.2016 et au 31.12.2019, ce laps de temps sera retenu pour l'observatoire.

Les 10 principaux employeurs maritimes du pays de Brest

Établissement	Domaine maritime	Localisation	Effectif 31/12/2019	Évolution de l'emploi 2016 - 2019	Évolution de l'emploi 2016 - 2019 (en volume)
Ministère Des Armées	Activités de défense liées à la mer	11 communes	15 737	-8,3 %	-1 415
Naval Group	Construction et réparation navale	Brest et Guipavas	2 786	+0,6 %	+16
Thales Dms France Sas	Construction et réparation navale	Brest	1 538	+7,2 %	+108
Institut Français De Recherche Pour L'exploitation De La Mer	Enseignement supérieur et recherche marine	Plouzané	829	+15 %	+107
Navtis	Construction et réparation navale	Brest	268	+62,4 %	+103
Moulin De La Marche	Produits de la mer alimentaires	Châteaulin	248	-3,5 %	-9
Gpt Gestion Navires Recherche Genavir	Enseignement supérieur et recherche marine	Brest	297	0 %	+3
Lessonia	Produits de la mer non alimentaires	Saint-Thonan	199	+161,8 %	+123
Océanopolis	Culture et loisirs	Brest	170	0 %	0
Damen Shiprepair Brest	Construction et réparation navale	Brest	170	-10,5 %	-20